

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 27 avril 2026 - 1,50 €

N° 185

Sondages

La machine des sondages politiques ne tourne pas encore à plein régime mais elle mouline déjà des chiffres qu'on tend à considérer comme des données.

Des livres, des études sociologiques et des articles nous rappellent régulièrement que les sondages n'ont aucun caractère scientifique. D'abord parce qu'ils sont effectués de manière contestable, sur Internet, donc auprès d'un public bien intégré à la société moderne, qui est habitué à répondre et qui peut même recevoir une petite rémunération. Comment savoir si ces sondés répondent selon leurs convictions, ou pour jouer sur une tendance ?

Surtout, la publication d'un sondage modifie l'opinion publique : des citoyens peuvent se mobiliser contre un candidat qu'ils jugent trop bien placé et d'autres seront tentés de miser sur le vainqueur. Le sondage politique est un thermomètre qui fait monter ou baisser la température qu'il est censé mesurer.

Un an avant une élection présidentielle, les prévisions faites par sondages sont dépourvues de sens. Ceci pour une très simple raison : la plupart des candidats ne se sont pas encore déclarés. Comme il y a beaucoup de votes de rejet, il est parfaitement hasardeux de créditer une personnalité politique de "bons" ou de "mauvais" sondages. En 2021, Valérie Pécresse était créditée, en moyenne, de 16 % des in-

tentions de vote. Éric Zemmour bénéficiait du même pourcentage. Lors de la publication de la liste officielle des candidats, tous deux avaient perdu la moitié de leur électorat potentiel.

Aujourd'hui, Jordan Bardella distance de très loin ses éventuels rivaux, Bruno Retailleau est à la peine et Annie Philippe paraît très bien placé. Mais par rapport à qui ? Et dans quelle situation politique ? La campagne présidentielle peut se faire classiquement sur l'immigration et l'insécurité, mais nul ne sait comment l'opinion publique évoluerait dans une situation de grave crise économique.

Le journalisme, c'est aussi dire que l'on ne sait pas et expliquer pourquoi.

Claudine Uzerche



Cybersécurité

L'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS, connue sous le nom de France Titres) est un établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Elle gère les cartes d'identité, passeports, permis de conduire, certificats d'immatriculation des véhicules, titres de séjour pour les étrangers. Le 21 avril, l'ANTS reconnaissait une fuite de données, détectée le 15 avril, ayant pu toucher jusqu'à 11,7 millions de comptes. Le 23 avril, un « hacker éthique » révélait au Parisien avoir constaté que deux failles informatiques, de même nature que celles déjà rendues publiques, étaient toujours là. Chaque identité volée met

en danger des citoyens ordinaires vis-à-vis de leur banque, de la justice, de la douane, etc.

La litanie de sites violés est infinie : Agence de services et de paiements (ASP), Fichier des comptes bancaires (Ficoba), Agence Nationale des Fréquences (ANFR), Parcoursup-Occitanie, Muséum du Jardin des Plantes, sans compter Free, Boulanger, Mondial Relay, les magasins Super-U... C'est trop facile pour les pirates. Les sys-

SOMMAIRE

P. 1 : Sondages – Cybersécurité. P. 2 : Esclavage moderne. – Grasset, c'est fini ? P. 3 : Ladies and gentlemen. – Lectures. P. 4 : Place à la diversité. – Crise de l'énergie. – Bataille navale. P. 6 : Charles en Amérique. P. 7 : Religion et société : Droit de cité. P. 8 : Le Hobbit de Florès.

■ **Social** : Le 26^e congrès du syndicat Force ouvrière, réuni à Dijon durant 5 jours, a réélu, le 25 avril, son secrétaire général, Frédéric Souillot, 58 ans, avec plus de 98 % des voix des 3 000 votants, pour un nouveau mandat de 4 ans.

■ **Impôts** : Le Conseil des prélèvements obligatoires de la Cour des comptes a rendu public, le 22 avril, un rapport dans lequel il met en cause la multiplication des niches fiscales qui nuisent à la lisibilité du système.

■ **Inflation** : Les analystes de BNP Paribas prévoient une inflation de 3,3 % en France pour 2026.

■ **Entreprises** : Selon l'institut Ipsos BVA, 18 986 entreprises françaises ont été mises en liquidation judiciaire entre janvier et fin mars. Sur 12 mois, le nombre de faillites s'élève à 71 000.

■ **Vieillesse** : La ministre de la Santé, Camille Galliard-Minier, a déclaré le 25 avril que les Ehpad devraient désormais être appelés « Maisons France Autonomie ».

■ **Librairie** : L'emblématique librairie Gibert Joseph du Bd St-Michel à Paris, qui compte encore 16 magasins en France, demande sa mise en redressement judiciaire au tribunal des affaires économiques de Paris

tèmes informatiques vieillissent vite et les administrations sont lentes à réagir. Il suffit d'une complicité interne pour ouvrir quelque porte à un complice extérieur. En multipliant les attaques par Internet on sature les systèmes de défense qui finissent par craquer. L'analogie guerrière avec les drones iraniens à bon marché qui finissent par déjouer les batteries américaines de missiles Patriot hors de prix est pertinente. L'intelligence artificielle ouvre massivement aux pirates, souvent étrangers (russes, chinois...) de nouvelles facilités. Comment colmater les brèches sans une prise de conscience de ceux qui, de plus en plus, prétendent contrôler toute notre vie. Dans ce contexte, la généralisation de la facturation électronique, dès septembre et dans le plus grand désordre, paraît une menace disproportionnée pour la sécurité des entreprises françaises, notamment les plus petites.

Paul Chassard

Esclavage

Le 22 avril, quatre associations (La Maison des coursiers, à Paris, la Maison des livreurs, à Bordeaux, la Maison des coursiers, à Lyon, et la célèbre ONG Médecins du monde) ont déposé plainte auprès du parquet de Paris contre les plateformes Deliveroo et Uber. Celles-ci font livrer des repas préparés par certains restaurateurs à des particuliers qui passent commande par une application sur Internet. Les livreurs sont uniquement des hommes jeunes, immigrés récents. Naguère venus des pays francophones

d'Afrique de l'Ouest ou du Maghreb, ils viennent désormais d'Asie (Afghanistan, Pakistan, Bangladesh, Népal...), avec des titres de séjour provisoires ou périmés. Un certain nombre de ces travailleurs sont visés par une obligation de quitter le territoire français (OQTF) rendue inopérante du fait de l'imbroglio judiciaire français.

Dans bien des cas les plateformes ne connaissent même pas directement ces livreurs, car elles traitent avec des intermédiaires qui se contentent de prendre une commission au passage, tandis que les vrais livreurs travaillent plus de 65 heures par semaine avec un scooter ou un vélo de location ou volé. Ils reçoivent un « salaire » estimé à 20 % de moins que le smic dans le meilleur des cas. Des algorithmes de rémunération vicieux poussent les livreurs à aller toujours plus vite en prenant tous les risques. Il y a une organisation ethnico-mafieuse de ce travail hors la loi. Des livreurs sont endettés auprès de réseaux de passeurs et dépendants de marchands de sommeil. La livraison de repas dissimule parfois des trafics de drogue. C'est un esclavage moderne.

Mais si Deliveroo et Uber étaient lourdement condamnés verra-t-on s'imposer un modèle plus vertueux ? Car il existe également des sociétés prestataires de services, ou des chaînes de restaurants (pizzas...) qui tentent de respecter la réglementation. Pour l'instant, elles sont dépassées par une concurrence déloyale que l'Administration peine à endiguer. Demain on reparlera des salons de massages. L'esclavage moderne ne concerne pas que

les jeunes hommes. Faut-il mettre en cause la responsabilité des clients ?

P.C.

Grasset, c'est fini ?

Le retrait de quelque 200 auteurs de chez Grasset après l'éviction de leur patron, Olivier Nora, par son propriétaire, Vincent Bolloré, ne constituera vraisemblablement qu'une mini-crise dans le paysage éditorial. La conséquence la plus immédiate aura été le départ de Boualem Sansal pour la Belgique, écœuré des manigances menées par « une poignée d'oligarques de la pensée, de petits dictateurs de bureau », car son prochain livre va être publié en juin chez Grasset, alors qu'Olivier Nora l'aurait voulu six mois plus tard. Mais le fond du problème demeure que l'ancien prisonnier d'Alger n'appartient pas à la cohorte des intellectuels de gauche qui se croient chargés de faire la pluie et le beau temps en France, y compris dans les médias.

La personnalité d'Olivier Nora ne se trouve pas en cause, même si son salaire annuel venait d'être porté de 830 000 euros à plus d'un million par an. Quant à l'avenir des écrivains qui s'en vont, il sera très divers, car les autres éditeurs ne se précipiteront pas forcément sur eux et leurs tentatives de développer une clause de conscience calquée sur celle des journalistes ne s'appuient pas sur un fondement juridique.

Il convient de se montrer honnête : Vincent Bolloré, propriétaire par Hachette interposé, de Grasset, a agi comme tout entrepreneur qui, dans quelque domaine

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
Imprimé par nos soins.

Les 182 précédents numéros
sont tous disponibles gratuitement
à cette adresse :

<https://www.archivesroyalistes.org/-La-Nation-Francaise->

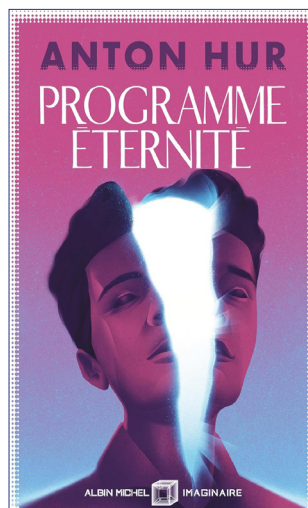
que ce soit, connaît les chiffres; il a donc effectué ses choix, qui ne sont pas ceux reposant sur les subventions, les taxes et les circuits publics. Qu'on s'efforce de le présenter comme aussi à droite que catholique relève de l'intolérance d'une gauche voulant toujours définir le bien et le mal et, donc, ostraciser ceux qui se trouvent en dehors des clous. Le petit milieu de Saint-Germain-des-Prés, toujours conditionné par Sartre et Beauvoir, joue une partition sans grande originalité. Cet entre-soi d'une petite élite apparaît d'ailleurs bousculé non seulement par les grands méchants loups que brocarde la gauche intellectuelle, mais aussi par un public qui a bien compris cette nouvelle comédie humaine à base de suffisance et de cynisme enrobés d'une apparence de vertu.

Or, tout un chacun constate l'amplification des fractures et des mutations contemporaines, dans le domaine culturel et dans la vie quotidienne. Cela se révèle dans les évolutions politiques, non pas celles des arrivistes et des petits marquis qui tiennent encore le haut du pavé mais celles des divers groupes, pas forcément des partis, prônant le retour au réel et prenant en compte les réactions et les attentes des Français. Quelques éditeurs y sont sensibles.

Jean Étèveaux

Ladies and gentlemen...

Rien n'est figé en ce bas monde (et sans doute aussi dans l'autre). La grande vague du wokisme qui, à partir de certaines universi-



PREMIER ROMAN

Vers l'immortalité

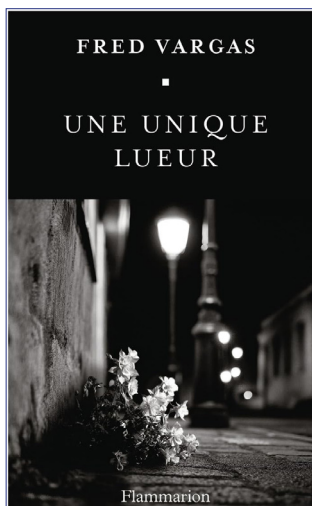
Vaincre le cancer. Le docteur Mali Beeko croit avoir trouvé le remède miracle: utiliser des nanotechnologies dopées à l'IA pour régénérer le malade. De fait les patients guéris voient leur espérance de vie s'allonger. Au fil des ans, ils ont l'impression d'être à la fois eux-mêmes et un autre, de vivre avec leur clone, au point de ne plus savoir qui est la vraie personne. Anton Hur livre une fable futuriste où le seul ancrage avec la réalité reste la poésie.

« Le creuset des sorcières », Paul
« Programme éternité », Anton Hur,
Albin Michel, coll. Imaginaire, 256 p., 19,90 €.

POLAR

Amour fou

C'est avec plaisir que l'on retrouve Jean-Baptiste Adamsberg, le commissaire fétiche de Fred Vargas. Plus flegmatique, plus énigmatique à chaque nouveau polar mais toujours aussi perspicace, à croire que la vérité apparaît à ceux qui réfléchissent hors des sentiers battus. Un tueur en série hante Paris. Les victimes sont des



femmes assassinées d'un coup de poignard dans le cœur avant d'être déposées dans une rue vêtue en pied-de-poule avec un petit bijou en forme de sifflet au poignet et un bouquet de fleurs à leurs pieds. Une mise en scène qui laisse le policier (un moment) perplexe.

« Une unique lueur », Fred Vargas,
Flammarion, 528 p., 23 €.

CRIMINALITÉ

Non à la mafia !

Grand reporter au Monde, Jacques Follorou enquête depuis des années sur l'emprise du système mafieux en Corse. Mais les temps pourraient changer. Partout sur l'île de Beauté, des voix (citoyens, élus...) s'élèvent pour réclamer une lutte plus intensive contre la mafia et le retour à l'ordre républicain. La bataille ne fait que commencer. L'issue demeure incertaine tant les criminels contrôlent le territoire.

« Corse. Mafia et antimafia »,
Jacques Follorou, Robert Laffont,
397 p., 22 €.

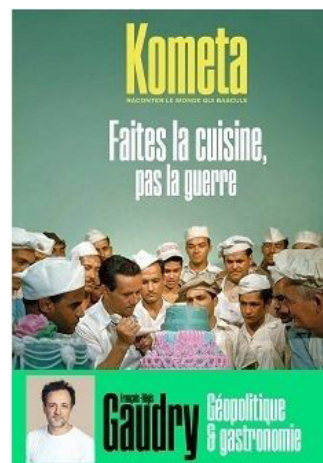


REVUE

Faites la cuisine, pas la guerre

En cette période de guerre, la cuisine joue un rôle géopolitique, écrit Kometa. Préserver une recette, c'est refuser l'effacement. Nourrir quelqu'un, c'est reconnaître son existence. Elle permet de faire société quand le monde alentour vacille. Un numéro exceptionnel réalisé avec le journaliste et critique gastronomique François-Régis Gaudry.

Kometa, n° 12, printemps 2026,
23 €. En kiosque et en librairie.



tés, avait commencé à submerger les médias et toutes les formes de communication publique semble en nette régression. En d'autres termes on revient au vocabulaire et aux formules utilisés par les générations précédentes. On ne se croit plus obligé de céder à l'air du temps et d'employer des périphrases compliquées ou des mots nouveaux plus ou moins bigarrés avec ou sans point médian style ami-e-s.

Déjà l'Éducation nationale ne recommande plus de jouer avec un « référentiel bondissant » pour désigner un ballon. De même, l'acrobatie n'est plus transformée en une « construction d'un projet expressif ». D'une manière générale, apprendre à écrire ne se traduit plus par « maîtriser le geste graphomoteur et automatiser progressivement le tracé normé des lettres ».

Au niveau du grand public, Disney vient de franchir discrètement le pas. Un an après l'arrêt par les studios californiens de leur programme Diversité, équité et inclusion, c'est la filiale du parc d'Orlando qui rétablit la salutation traditionnelle à ses clients : « Ladies and Gentlemen ». Fini le temps où il ne fallait pas offenser certains genres en ne considérant que les hommes et les femmes — alors que chacun était censé savoir qu'existaient beaucoup d'autres catégories.

On va donc sans doute à nouveau pouvoir parler de prince et de princesse et ne plus noircir la peau de Blanche-Neige. Bref, on va revenir à ces fondamentaux de la littérature occidentale transposés dans un univers destiné avant tout à faire rêver et non à formater les esprits.

Précy

Place à la diversité

On a eu chaud. Sandrine Rousseau a donné des sueurs froides à ses auditeurs lorsque, le 22 avril, devant le pôle Outre-mer de France Télévisions, elle a déclaré : « Oui, les écologistes ont du mal à faire de la place à la diversité ». Un court instant, les téléspectateurs ont pu s'attendre à ce qu'elle dénonce le manque d'objectivité de ses camarades de parti, qui auraient des œillères et ne prendraient pas en compte la réalité de la France, composée de citoyens aux opinions diverses et aux engagements multiples sans qu'ils soient pour autant des « beaufs » ou des « bas de plafond ».

Erreur. L'ancienne vice-présidente de l'université de Lille et aussi ancienne vice-présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais ne sortait pas de son registre habituel, qui oscille entre la déconstruction et le droit à la paresse. Elle voulait en effet parler de la diversité ethnique, insuffisante à ses yeux chez les Verts, alors qu'elle souhaite que « les personnes non blanches puissent avoir des positions de pouvoir à l'intérieur du parti dans des mandats importants ». Il s'agit d'une « faute politique » alors que les écologistes devraient apparaître comme « des pionniers sur le nombre de personnes racisées ».

Jean-Gabriel Delacour

Crise de l'énergie

Un certain nombre d'observateurs avisés de l'actualité se sont félicités ces dernières semaines de ce que la crise au Moyen-Orient et la hausse significative du prix des hydrocarbures qui en a découlé n'aient pas entraîné une mobilisation sociale du type de celle des « gilets jaunes ». Devant la persistance du phénomène, les choses pourraient changer dans les jours à venir.

En effet, dès le samedi 2 mai, une mobilisation interprofessionnelle s'esquisse avec un rassemblement symbolique prévu à Paris en fin de matinée place Vauban, devant le dôme des Invalides. À la manœuvre, on trouve le Réveil des Terroirs, un rassemblement d'apparence hétéroclite, initié par des syndicalistes paysans (les Agriculteurs en colère issus de la Coordination Rurale) et des marins-pêcheurs de l'UFPA. Une mobilisation qui entend rallier également sous sa bannière les artisans et les commerçants dans une logique de réveil du « pays réel » dont le romancier Alexandre Jardin s'est fait le porte-parole ces derniers mois. Elle pourrait faire tache d'huile si des réponses significatives ne sont pas apportées aux attentes de ces professions qui craignent pour leur pouvoir d'achat et la pérennité de leurs entreprises.

À un an des élections présidentielles, le pouvoir politique regarde en tout cas avec une grande attention la montée des signaux faibles d'un mécontentement généralisé de la France périphérique, capable de sédimenter à terme un fort électorat en faveur de candi-

dures considérées comme antisystème et protectionnistes, à commencer par celle du Rassemblement national.

Jean Bongrain

Bataille navale à la Royale ou de flibustiers

L'avenir de la planète et de ceux qui y vivent ou survivent actuellement se passe sur les mers. On révisé notre géographie et chacun a acheté un atlas. Où sont le golfe Persique ou la mer d'Arabie, le golfe d'Oman voire d'Aden, les détroits d'Ormuz et de Malacca, les océans Indien et Pacifique ? Et précédemment atlantique puisque les USA avaient fait un blocus du Venezuela avant de kidnapper le président Maduro. Donald Trump a aussi des visées sur le canal de Panama et le Groenland. Et entend que le canal de Suez soit libre à la circulation. C'est tout pour l'instant. La mer Méditerranée reste où elle est avec ses fonctions traditionnelles. Les porte-avions peuvent circuler.

Quand le président américain s'intéressera aux pays terrestres et envisagera des débarquements on révisera où ils se situent, comment y accéder et les destinées des nations, des empires, des coalitions avec l'histoire des peuples. Car la seule querelle qui vaille c'est l'être humain. Toutes les guerres se font théoriquement pour son bonheur même malgré lui, sachant que son contenu est variable en fonction des démocraties, des théocraties, des dictatures, des croyances et des vérités

non démontrées. Il y a du pain sur la planche intellectuelle et morale souvent glissante.

Pour l'instant il n'est pas nécessaire d'avoir une carte détaillée de l'espace. Quoiqu'avec tous les missiles de longue portée, des drones de plus en plus performants, les fusées et toutes les communications et technologies qui passent par les satellites et qui font marcher des armes qui tuent et détruisent, mieux vaut en connaître la profondeur ou la hauteur.

Tous les coups sont permis puisqu'on a commencé par nier et effacer le droit public international. Dans tous les camps : les uns pour se défendre, les autres pour attaquer, pour échapper à un danger ou une intention hostile, tous en trouvant des prétextes ou des justifications. L'éthique a disparu au nom de la vengeance et de la survie ou de la volonté d'imposer ses évidences. Chacun accuse l'autre de génocide et de crimes de guerre sinon contre l'humanité et condamne l'ennemi aux foudres de la justice internationale qui n'y peut mais. Et dont on menace les juges s'ils n'ont pas le bon profil ou une pré-décision qui va dans son sens. Qui protégera les juges qui, dans plusieurs années si tout va bien, décideront des responsabilités, diront qui a été l'agresseur et l'agressé, pour des motifs sérieux et respectables ou non, s'il y avait légitime défense ou riposte disproportionnée avec des moyens acceptables, et quelles sanctions contre qui doivent être prononcées ?

En attendant on n'utilise pas des pistolets à eau. Et on est dans un poker menteur.

Il semble que Donald Trump ait été surpris par les capacités militaires de l'Iran qui dans une guerre asymétrique sur le papier fait front. Sans que l'on soit sûr de l'armement qui lui reste. On en est à des vedettes rapides. Les bombardements ayant détruit les gros navires de guerre. Certes les mollahs ont eu 47 ans pour se préparer et il faut admettre qu'ils ont bien réfléchi avec leur organisation dite en mosaïque et que leur jusqu'au-boutisme correspond à leur religion qui vénère les martyrs. Cette occurrence n'autorise cependant pas certains à considérer avec une quasi-bienveillance le régime théocratique et cruel des ayatollahs au nom de la lutte du faible contre le fort ce dernier serait-il critiquable. Ou d'un antiaméricanisme primaire sinon d'un antisémitisme qui ne se déclare pas. Car ce serait oublier que l'Iran a des projets belliqueux envers l'Occident en général, et des terroristes qui travaillent pour son compte, outre la volonté d'éradiquer Israël qui est une démocratie et a le droit d'exister. Même si on peut rejeter sa politique intransigente et ses actions. Je plains le peuple iranien très civilisé et victime qui vit dans la terreur et sous un régime de fer qui n'autorise pas la parole ou le débat interne sur un destin collectif. Il doit se protéger contre ses propres dirigeants. Quand l'idéologie règne, le malheur s'installe.

En Occident on ne raisonne pas ainsi, une vie étant le bien le plus précieux. On discute publiquement des buts et objectifs, on tente d'abord la médiation par la diplomatie en

cas de conflit. Et quand on se heurte à un mur ou un adversaire résolu à ne pas céder d'un pouce quitte à disparaître, quand les intérêts vitaux sont en jeu, on sort les armes. « *Le dernier argument des rois* » était-il inscrit sur les canons de Louis XIV.

Les Iraniens n'ont pas d'amiral en chef puisque le jour même de sa désignation le guide suprême a été éliminé ou quasiment. Mais il y a de nombreux capitaines de vaisseaux et des marins qui savent manœuvrer. La simple possibilité d'existence de mines dans un détroit et du démantèlement des câbles sous-marins sont une arme redoutable. On n'est plus dans la Royale avec ses codes d'honneur et coutumes. De loyal on est passé à sournois. On est chez les flibustiers. Dans une guerre asymétrique la fin justifierait tous les moyens. D'autant plus que le blocus yankee semble avoir des trous. C'est une passoire flottante, volontairement ou non.

Il y a un jeu de société qui s'appelle la bataille navale pour les longues soirées d'hiver quand il y a tempête au large. On joue au touché-coulé avec une stratégie réfléchie, au chaud, dans le calme, en buvant un verre. Mais dans la vraie vie ce jeu fait des morts, réellement. Et la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, entrée en vigueur en 1994, est devenue un chiffon de papier. Notons que les USA, Israël et... le Venezuela n'ont pas ratifié l'accord. Et vogue la galère !

On a déjà connu la politique de la canonnière, les pirates et les corsaires et la domination des océans au profit des puissants. Au-

■ **Algérie** : On a appris le 22 avril par l'intéressé que l'écrivain franco-algérien Kamel Daoud, prix Goncourt 2024 pour son roman *Houris*, a été condamné par contumace le 7 avril par la justice algérienne à trois ans de prison ferme et à 5 millions de dinars d'amende, pour y avoir évoqué la décennie noire (1992-2002) de la guerre civile algérienne, ce qui est interdit par la loi sur la Réconciliation nationale. Une Algérienne poursuit en justice par ailleurs le romancier qu'elle accuse de lui avoir volé son histoire. Le prononcé du jugement avait été retardé pour ne pas gêner la visite du Pape. Kamel Daoud est visé par un mandat d'arrêt international émis par l'Algérie.

Le 21 avril, l'influenceuse Wafia Tedjani a été condamnée à 5 ans de prison ferme pour son engagement pour la cause kabyle.

■ **Palestine** : Des élections municipales ont été organisées les 25 et 26 avril en Cisjordanie occupée et dans la ville de Deir al-Balh à Gaza. Elles concernaient 1,5 million d'inscrits et 197 conseils locaux. La participation a été de 54 %.

■ **Iran** : Le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araqchi s'est brièvement rendu à Islamabad le 25 avril pour des pourparlers indirects de paix. Quant aux envoyés spéciaux américains Steve Itkoff et Jared Kushner, ils ont rebroussé chemin.

■ **Liban** : Le sergent Anicet Girardin est mort le 22 avril à l'hôpital Percy de Clamart, des suites de ses blessures après une embuscade tendue par le Hezbollah à la Finul dans le sud du Liban, où l'adjudant Florian Montorio avait également trouvé la mort.

■ **États-Unis** : Le 25 avril, le dîner annuel, dans un hôtel de Washington, des correspondants de presse accrédités à la Maison Blanche a été annulé après l'intrusion d'un

homme armé qui a été arrêté par les agents du Secret Service. Il y a eu plusieurs coups de feu mais loin de la salle où étaient le président Trump, le vice-président J. D. Vance et leurs épouses, qui ont été immédiatement évacués. On ne déplore aucun blessé et le suspect semble une personne isolée et dérangée mentalement.

■ **Colombie** : Une série d'attentats a eu lieu alors que l'élection présidentielle est prévue pour le 31 mai. Le 25 avril, 14 personnes ont été tuées et 38 blessées par l'explosion d'une bombe sur une route dans la région du Cauca.

■ **Grèce** : Le président Macron est allé à Athènes le 25 avril pour renouveler un accord d'assistance militaire mutuelle. La Grèce a lancé un programme de réarmement sur 12 ans, avec notamment des avions français.

Le gouvernement grec table sur une dette publique ramenée de 145,9 % du PIB en 2025 à 137 % en 2026 (elle était de 209,4 % en 2020). Il céderait ainsi la place de pays le plus endetté de l'Union Européenne à l'Italie qui s'attend à une dette de 138,6 % du PIB au lieu de 137,1 % en 2025.

■ **Grande-Bretagne** : Le projet de loi sur l'euthanasie en Angleterre et au Pays de Galles, voté par la Chambre des communes en juin 2025, a été repoussé pour des raisons de procédure à la Chambre des lords le 24 avril 2026. Un projet de loi autorisant l'euthanasie avait été refusé par le Parlement écossais en mars dernier. Mali : La périphérie de Bamako, la ville-garnison de Kati, siège de la junte, les villes de Gao et Sévaré ont été visées le 25 avril par des attaques coordonnées de « groupes terroristes ». Les rebelles touaregs et leurs alliés ont annoncé avoir repris Kidal dans le nord du pays.

■ **Tchad** : Les principaux leaders de l'opposition démocratique ont été arrêtés le 25 avril,

aujourd'hui il faut sauver le soldat pétrole et gaz et la technologie qui fait fonctionner le monde moderne et son train de vie. Au passage les humains aussi, certains étant plus de qualité que d'autres.

Donald Trump sera-t-il Marc Aurèle avec comme second Cléopâtre qui a perdu la bataille navale d'Actium ou au contraire Nelson qui a défait la flotte de Napoléon à Trafalgar ? Les Iraniens sont-ils les dignes successeurs d'Alexandre-le-Grand le Macédonien qui a conquis la Perse et était un stratège hors pair ? Ou comme à Lépante subiront-ils le sort des Ottomans face à la Sainte Ligue ?

« *Homme libre, toujours tu chériras la mer* », a écrit Charles Baudelaire dans les Fleurs du mal et son recueil *Spleen*. Ce qui est d'actualité.

Christian Fremaux

Charles en Amérique

Du 27 au 30 avril, le couple royal britannique séjourne dans la capitale des États-Unis d'Amérique à l'occasion du 250^e anniversaire de la proclamation d'indépendance des treize colonies anglaises. S'ensuivit une guerre de décolonisation de cinq ans avec certains épisodes particulièrement atroces, à l'issue de laquelle le roi George III d'Angleterre leur reconnut la liberté. L'on est certes en droit de se demander ce que le représentant contemporain de cette dynastie répressive vient célébrer dans son ex-empire colonial. Certains considèrent même de ce côté de la Manche que la place devrait au contraire

revenir à la France qui a aidé les révolutionnaires américains et y a perdu 2 112 combattants.

Plusieurs réponses peuvent éclairer le sujet : pour ce qui concerne la France, l'intervention ne date que de 1780. Les Américains avaient bien compris que si des Français les avaient rejoints par adhésion à la cause de la liberté, comme plus tard dans les brigades internationales, l'engagement du gouvernement français avait été décidé par rapport à l'Angleterre sur laquelle Paris avait à prendre une revanche après la défaite de 1763 qui lui avait coûté le Canada. Quand le général Pershing débarque en 1918 sur le sol français et qu'il aurait prononcé la parole fameuse : « La Fayette nous voici », c'est aux premiers qu'il pense. Il n'a pas dit Rochambeau, Vergennes ou Louis XVI. La situation ne fut pas la même le 6 juin 1944. Américains et Britanniques, Roosevelt et Churchill, agissaient en étroite coordination. Il n'a tenu qu'au général de Gaulle que la France ne soit placée sous occupation alliée. Churchill, de mère américaine, disait alors qu'entre l'Europe et le grand large, il choisirait toujours le grand large. C'est au cœur des États-Unis, à Fulton, au Missouri, qu'il prononça en 1946 son célèbre discours sur le « rideau de fer », mais aussi sur « la relation spéciale » liant Londres et Washington. Or si le roi Charles se rend aux États-Unis, c'est pour tenter de sauver cette dernière fort compromise entre Donald Trump et Keir Starmer.

Le *Times Magazine*, sous le titre « Le Roi et Moi », supposé écrit par « Dick,

Ron, Bill, George, Barrack et Donald », rappelle que Charles a personnellement, depuis son investiture comme prince de Galles, rencontré dans le Bureau ovale de la Maison Blanche pas moins de sept présidents américains (Nixon, Reagan, Clinton, les deux Bush, Obama et Trump). Lors du deux centième anniversaire de l'indépendance, en 1976, c'est la reine Élisabeth II qui avait présidé aux célébrations avec le président Gerald Ford en s'assumant ouvertement comme la descendante de George III. Or pour elle, ce qui s'est passé alors était une affaire purement « bilatérale », voulant parler d'une simple querelle de famille qui ne regarde qu'eux, sans interférence extérieure. C'est ainsi qu'est conçue cette fameuse « relation spéciale » à nulle autre comparable. Les voyages des souverains britanniques aux États-Unis ne sont pas, à proprement parler, internationaux. Pour peu, Londres verrait Washington comme un membre du Commonwealth, si ce n'était pas aujourd'hui le Canada qui en est membre. On verra si 2026 répète 1976 ou si la relation transatlantique s'est depuis banalisée, tout en restant « spéciale ».

Donald Trump ne cesse de se référer à sa mère née en Écosse (alors que son grand-père paternel est né en Allemagne) et à Churchill comme modèle politique. Il prend toujours à contre-pied son adversaire Joe Biden qui, fier de ses origines irlandaises, est le seul président à ne pas avoir souhaité effectuer de visite d'État à Londres, une exception qui confirme la règle.

Dominique Decherf

Religion et société : Droit de cité

par Fabrice de Chanceuil

Le samedi 25 avril dernier, dans la petite cité de caractère de Saint-Saturnin dans le Puy-de-Dôme, Jean-François Chemain a donné une conférence sur les idées chrétiennes qui ont bouleversé le monde, inspirée de l'ouvrage éponyme qu'il a publié en 2023 aux éditions Artège.

Ancien chef d'entreprise et consultant, Jean-François Chemain s'est reconverti pendant une dizaine d'années dans l'éducation en choisissant d'aller enseigner dans un collège d'une zone d'éducation prioritaire, là où se joue, en partie, l'avenir de notre civilisation.

Notre civilisation, c'est la civilisation chrétienne qui, dès le début de notre ère, s'est répandue sur le continent européen au point de s'identifier avec lui. De fait, avant d'être une expression géographique, l'Europe, qui n'a pas de frontières naturelles, est une construction spirituelle. C'est le moine irlandais Saint-Colomban qui, dans une lettre écrite au VII^e siècle, a défini l'Europe comme l'espace placé sous l'autorité spirituelle du pape. Cette idée s'est d'ailleurs prorogée dans le temps, au-delà des cercles chrétiens, puisque, en 1761, Jean-Jacques Rousseau estimait que « les puissances de l'Europe forment entre elles une sorte de système qui les unit par une même religion ».

Pour autant, il ne saurait y avoir de confusion entre l'Église et les États puisque l'on sait depuis le V^e siècle, grâce à la pen-

sée de saint Augustin, qu'il convient de distinguer la cité des hommes de la cité de Dieu : « *Deux amours ont donc bâti deux cités : l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu, la cité de la Terre, l'amour de Dieu, jusqu'au mépris de soi, la cité de Dieu* ». C'est dire si les deux cités sont non seulement différentes mais également opposées, de telle sorte qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'imaginer un royaume terrestre réellement chrétien.

Il n'en demeure pas moins que la foi chrétienne a irrigué le continent européen en façonnant ses mœurs et ses idées et en imprégnant ses systèmes politiques par quelques grandes valeurs qui ne lui sont pourtant pas toujours attribuées. En rompant avec le droit romain, c'est néanmoins l'Église qui a influencé les États dans bien des domaines de leurs sphères d'intervention. Ainsi de la liberté de la personne humaine allant jusqu'à aboutir à la déclaration des droits de l'Homme, la suppression de l'esclavage effective en France depuis la régence de la reine mérovingienne Bathilde, l'égalité entre les hommes et les femmes qui, dans les Évangiles, sont celles qui ont permis que les choses se fassent, le devoir d'enseigner, mission de l'Église avant même celles du gouvernement et de la sanctification, la conviction dans le progrès portée par une religion s'épanouissant dans la parousie, la possibilité de la science par un encouragement à une re-

cherche spécifique en dehors de la religion et même l'occurrence de la démocratie, l'Église étant elle-même régie par toute une série d'élections. Effectivement, avant même que l'État, en France, n'ait déclaré, par la loi de séparation, ne reconnaître ni ne subventionner aucun culte, l'Église, pour sa part, n'a jamais privilégié aucune sorte de régime.

Alors, pourquoi cette « légende noire » plaçant systématiquement l'Église au banc des accusés ? Comme on l'a vu, la cité des hommes est en butte à la cité de Dieu que, finalement, elle jalouse. En outre, depuis que les États, singulièrement en France, se sont éloignés de leur fondement chrétien, passant du sacre au couronnement puis à l'investiture, ceux-ci se sont coupés de leur source surnaturelle et ont ainsi perdu de leur force divine, tandis que l'Église, pour sa part, se retranchant de la sphère politique, est devenue purement prophétique et totalement irresponsable dans ce domaine.

Dès lors, l'Europe est-elle encore en chrétienté ? Oui mais une chrétienté menacée, moins par la laïcité que par son rival de toujours, l'islam. Dès le VII^e siècle, l'Europe chrétienne a dû le combattre, le repoussant à Poitiers en 732, le subissant en Espagne jusqu'en 1492 et devant encore l'affronter par deux fois aux portes de Vienne en 1529 et en 1683 sans oublier les Hospitaliers de l'Ordre de Malte poursuivant les Barbaresques en Méditerranée jusqu'en

au lendemain de la dissolution par la Cour suprême du Groupe de Concertation des Acteurs Politiques (GCAP) qui avait appelé à une manifestation le 2 mai.

■ **Sport** : Lors du marathon de Londres le 26 avril, le Kényan Sébastien Sawe, a battu le record du monde en une heure 59 minutes et 30 secondes.

1798. Confrontée aujourd'hui à une forte immigration, l'Europe chrétienne semble prise au piège de ses propres valeurs, ballottée entre le droit à la migration défendu de tout temps par l'Église, la civilisation de l'amour s'ouvrant au prochain démuné et le pardon pouvant conduire jusqu'à la destructrice repentance.

Nous ne sommes, cependant, peut-être pas si démunis que cela. Dans l'avion le ramenant de son voyage apostolique en Afrique le 23 avril dernier, le pape Léon XIV a clairement affirmé : « *Je crois qu'un État a le droit d'imposer des règles à ses frontières* », assortissant son propos d'une question « *Pourquoi ne pouvons-nous pas essayer, tant par le biais d'aides d'État que par les investissements des grandes entreprises riches et des multinationales, de changer la situation dans des pays comme ceux que nous avons visités lors de ce voyage ?* » et d'un rappel pressant « *Un pays peut dire qu'il ne peut pas accueillir davantage mais lorsque ces personnes arrivent, ce sont des êtres humains et elles méritent le respect qui revient à tout être humain en fonction de sa dignité* ».

Tout est dit. ■

Le Hobbit de Florès



Découverts sur une île indonésienne, des fossiles singuliers tracent un nouveau rameau de l'arbre phylogénétique des primates.

Florès s'étend sur trois cent soixante kilomètres, au cœur de l'archipel des Petites Îles de la Sonde, terre tourmentée de jungles et de volcans. En septembre 2003, une équipe dirigée par le paléontologue australien Peter Brown a exhumé, d'une grotte proche du village de Liang Bua, le squelette presque complet d'un individu de sexe féminin, aux caractéristiques morphologiques surprenantes. La principale était sa taille réduite – environ un mètre –, qui lui vaudra le surnom de « *Hobbit* », en référence aux « *petites gens* » des romans de J.R.R. Tolkien, mais les

scientifiques le baptiseront *Homo floresiensis* – homme de Florès.

À ce jour, des fragments d'une quinzaine d'individus de la même espèce ont été collectés. Selon les analyses les plus récentes, ils dateraient de 100 000 à 60 000 ans AP – « *Avant le Présent* ». L'hypothèse d'hommes modernes souffrant de quelque anomalie hormonale ou génétique ainsi écartée, certains chercheurs y voient un descendant de *Homo erectus*, arrivé à Florès il y a plus d'un million d'années. Suite à l'isolement, celui-ci aurait évolué par sélection naturelle vers une forme de na-

nisme. D'autres penchent plutôt pour un parent d'*homo habilis*, plus archaïque, mais dont nul vestige n'a encore été retrouvé hors d'Afrique.

D'ailleurs, si la capacité crânienne de *Homo floresiensis* – 426 cm³ – est similaire à celle d'un chimpanzé, il possédait un cerveau d'une assez grande complexité. Il était doué de facultés cognitives avancées, fabriquait des outils de pierre rudimentaires et maîtrisait peut-être le feu. Il semble que *Homo floresiensis* ait brièvement cohabité avec *Homo sapiens*, aux alentours de 50 000 AP, avant de disparaître pour des raisons inconnues.

Même si aucune trace de son ADN ne subsiste dans les populations actuelles –

y compris chez les pygmées Rampasas de l'île –, des légendes locales évoquent de mystérieuses créatures qui lui ressemblent. L'ethnie lio parle du *Lai Ho'a* – l'homme-singe – qui vivrait encore au plus profond de la forêt, tandis que leurs voisins Ngada assurent que l'*Ebu Gogo* – le « Vieux Glouton » – aurait survécu jusqu'à la colonisation hollandaise, au XIX^e siècle. Le visage large, le nez plat, les bras longs et le corps entièrement poilu, cet ogre simplet avait la taille d'un jeune enfant. Marcheur infatigable, l'*Ebu Gogo* s'exprimait dans un jargon incompréhensible... ■

Philippe Delorme, *Les nouveaux mystères de l'Histoire*, éd. France-Empire, tome I disponible en librairie à partir du 11 juin 2026, 15 euros.